

Congrès du PS à Metz **Discours de Lionel Jospin** **7 avril 1979**

Chers camarades, quand dans quelques heures les 61 membres de la commission des résolutions se retrouveront, ils retrouveront aussi ce mélange de fraternité, de complicité, de tension, qui a déjà monté dans ce congrès. Mais j'espère que, pour accomplir leurs travaux, ils n'oublieront pas les débats auxquels ont assisté les 800 délégués de ce congrès, j'espère qu'ils n'oublieront pas non plus les votes émis par les 190 000 militants du parti et qui seront derrière eux, dans leur ombre, pour demander que ce qu'ils ont déjà exprimé comme point de vue politique sur les discussions qui nous ont opposés soit respecté. *(Applaudissements)*

Car, chers camarades, quand un texte, une orientation politique, a obtenu 40% des voix dans le parti, et sans doute plus, cela veut dire qu'au niveau de la base du parti la synthèse a déjà commencé ! *(Applaudissements)* Elle n'est pas faite, elle reste à terminer, mais la situation ne peut pas être examinée de la même manière qu'elle le serait si nous étions encore sur le terrain de la théorie des quatre quarts. Quand, dans ses trois autres quarts, l'un n'a pas tenu ses objectifs et les deux autres sont notoirement en dessous, quand une masse de militants se rassemble dans 40%, et peut-être aussi dans 46%, c'est une donnée politique dont il est sain, dont il est démocratique de tenir compte. *(Applaudissements)*



Congrès du PS à Metz, 6-8 avril 1979. Claude Estier, Lionel Jospin, François Mitterrand.
(Coll. FJJ-Pierre Guéna)

C'est pourquoi la commission des résolutions commence ici, a déjà commencé dans le congrès, et j'espère que les membres de cette commission, que les délégués du congrès, aujourd'hui, demain matin, après les discussions, n'oublieront pas qu'à cette heure du débat ils n'ont pas encore vu les amendements qui devraient être logiquement présentés par les autres courants minoritaires. (*Vifs applaudissements*)

Ils ont entendu la répétition des discours anciens, la reprise des analyses, mais ils n'ont pas vu des inflexions de ces discours, ils n'ont pas vu en quoi les hommes et les femmes qui sont minoritaires dans le parti amorcent le mouvement de synthèse, le mouvement de rapprochement politique qui permettra effectivement que l'unité du parti soit réalisée.

Je voudrais aussi que les militants choisissent entre le discours tenu par Denise Cacheux, dont je m'excuse de lui dire qu'il relevait lui-même de ce genre qu'elle critiquait, à savoir les effets de tribune... (*Vifs applaudissements*)... entre le discours tenu par Denise Cacheux cet après-midi, ou par Gilles Martinet, et le discours extrêmement « œcuménique » tenu par Pierre Mauroy, car je trouve qu'il y a quelque contradiction à applaudir avec le même entrain spontané, avec le même sens de l'organisation - que je ne rapporterai ni à Guesde, ni à Jaurès - des orateurs qui sont intervenus sur des terrains très différents par rapport à la synthèse ! (*Applaudissements*)

Pour réaliser la synthèse, il faut d'abord répondre à la grande question politique qui domine ce congrès du Parti socialiste : devons-nous continuer à lutter pour le socialisme, c'est-à-dire opérer les transformations de la société capitaliste, l'appropriation collective des moyens de production à travers l'autogestion et la démocratie, la conquête du pouvoir politique pour changer ce pouvoir politique, les modifications des rapports de force à l'échelle internationale, c'est-à-dire la lutte contre l'impérialisme, le socialisme reste-t-il la grande question actuelle, la question par rapport à laquelle notre siècle retarde, ou bien doit-on seulement réformer, aménager, introduire des contre-pouvoirs, chercher des creux ou des îlots de pratique sociale - peut-être même, je le crois sincèrement, de pratique socialiste - dans les interstices de ces sociétés brutales, concrétisées, et qui seraient les mêmes à l'Est, à l'Ouest et dans le tiers-monde, et qui seraient les mêmes et qu'on ne pourrait finalement pas espérer véritablement renverser et changer ?

Je pose ce problème, car j'ai trouvé qu'il y avait ici des analyses qui, sur la question de l'État, de la crise, de l'économie, de la pensée économique, du socialisme, de l'union de la gauche, étaient des analyses singulièrement neutralistes, étaient des pensées singulièrement indifférentistes, et je m'explique, et je précise.

Oui, il y a une crise de l'État, il y a un regain dans le monde des régimes autoritaires. Mais nous, socialistes français, militants socialistes, à quel État sommes-nous affrontés ?

À un État abstrait ? A l'État socialiste ? Au despotisme oriental ? Ou bien plutôt, concrètement, à l'État UDF qui, avec les mêmes méthodes politiques que l'État RPR - mais le vidant progressivement de sa substance et expliquant ainsi la crise des deux droites - après lui avoir pris la présidence de la République, puis Matignon, lui dispute maintenant les ambassades, les préfectures, les directions dans les ministères et dans les services ? Avons-nous à nous affronter à cet État là, celui qui fait que Pasqua, créateur des SAC, peut se permettre de voir dans l'autre aile de la majorité l'apparition d'un fascisme sournois ? Avons-nous bien à combattre un État concret, l'État des flagrants délits, l'État de la Cour de Sécurité, l'État des directives du président de la République sur la restriction du droit de manifestation ? (*Vifs applaudissements*)

Comment peut-on supposer que les socialistes veulent gouverner l'État, conquérir l'État, pour le diriger de la même manière que la majorité ?

Et après tout, je vois des contradictions. Si l'étape de la conquête de l'État n'est plus nécessaire, si l'on peut se concerter du pouvoir à la base, alors, pourquoi nous reproche-t-on, à nous Parti socialiste, qui l'avons dirigé collectivement, de ne gagner jamais que les élections locales ou les élections départementales, et pas les élections législatives ? Nous avons fait l'essentiel ! De quoi se plaint-on ? (*Applaudissements*)

S'il n'est pas nécessaire de conquérir le pouvoir d'État, qu'est-ce qui explique certaine candidature à la présidence de la République ? (*Applaudissements*) Et ne suffirait-il pas, pour tel ou tel d'entre nous, de se contenter de gérer dans l'harmonie telle petite ville d'Ile-de-France où flânent les péniches et où roulent les bicyclettes, gratuites mais publicitaires ? (*Applaudissements et protestations*) Oui, il y a une crise de l'économie, mais cette crise, chers camarades, est-elle une crise des sociétés industrielles en général, qui nous poserait essentiellement des problèmes d'information, de communication et d'énergie, ou s'agit-il, toujours, pour nous, de la crise d'un système social qui s'appelle le capitalisme et qui exploite le travail de l'homme ? S'agit-il toujours de lutter contre l'exploitation et contre la domination pour changer le pouvoir ?

La crise est-elle la même dans tous les pays capitalistes développés ? S'il s'agit d'une crise du mode de production industrielle - nouvelle invention théorique - pourquoi dans les pays du Nord, en Suède, en Autriche, un certain nombre de gouvernements ont lutté efficacement contre le chômage ?

Est-elle due, comme nous le suggérait hier, dans son discours, Michel Rocard, à l'absence d'imagination des gouvernements ?

Il me semble qu'elle est due à la politique volontaire du gouvernement du président de la République, de M. Barre, et non pas à l'absence d'imagination !
(Applaudissements)

Cette crise des sociétés industrielles épargne-t-elle les pays capitalistes non développés ? Au Brésil, en Argentine, en Inde, dans cette périphérie lointaine des métropoles développées, n'y a-t-il pas des millions, des centaines de millions d'hommes et de femmes qui luttent contre des réalités bien concrètes, qui ne s'appellent pas l'industrialisation, la pollution, les problèmes techniques, mais qui s'appellent l'exploitation féroce de systèmes capitalistes ?

Solomon Mahlangu, militant de l'ANC - et je salue ici l'arrivée du représentant de l'African National Congress... *(Applaudissements)*.. - assassiné en Afrique du Sud, ne l'a pas été pour des raisons techniques, mais par la puissance du capital dans le bastion de l'apartheid ! *(Très vives acclamations)*

Oui, il y a une crise de la pensée économique et donc, c'est vrai, il faut y mettre plus de rigueur.



Congrès du PS à Metz, 6-8 avril 1979. Lionel Jospin, Gérard Jaquet, François Mitterrand.
(Coll. FJJ-Pierre Guéna)

Mais je vous le dis tout net, chers camarades, nous ne résoudrons pas les problèmes de l'économie et de la société française, nous résoudrons encore moins les problèmes de la planète, avec une conception de la rigueur économique empruntée, selon moi, à l'excès, aux manuels ou aux conceptions classiques de l'économie.

Il faut rompre ensemble avec les visions traditionnelles de la rigueur économique, car je veux bien qu'on me tienne ce discours classique en termes de balance des paiements et d'équilibre du commerce extérieur, mais alors, comment peut-on tenir ce discours, et nous dire aussi qu'il faut que des centaines de milliers d'hommes et de femmes continuent à vivre au pays ?

Ces dizaines de milliers d'employés des PTT, d'hommes et de femmes qui nous viennent des Antilles, nous savons très bien que, dans la logique du capitalisme, dans une logique stricte de la rigueur économique, ils seront amenés à venir sur Paris, sur les métropoles industrielles, qu'ils ne pourront pas vivre au pays ! Le capitalisme s'oppose à l'aménagement du territoire, il concentre la richesse là où est la richesse. (*Applaudissements*)

Faire passer les droits des femmes dans le concret de la vie, chers camarades, cela coûte beaucoup plus cher qu'un SMIC à 2.400 F ! Prendre en compte les aspirations de la jeunesse, développer un nouveau modèle de croissance, diminuer la durée du travail pour retrouver ce thème que défendait le socialiste Lafargue, le droit à la paresse, partager autrement le capital et le travail, intégrer véritablement à l'économie les nécessités de l'écologie, de la défense du terroir, cela coûtera plus cher que toutes les propositions que nous avons faites sur le terrain des réformes, des revendications immédiates !

Alors, comment peut-on tenir de façon cohérente, de façon logique, un discours classique sur la rigueur économique, et intégrer, sans jamais les chiffrer, sans jamais les mesurer, sans jamais avoir le souci précis du concret, toutes ces revendications de changer la vie ? (*Vifs applaudissements*)

Oui, il y a une crise du socialisme, mais cette crise du socialisme, chers camarades, est-elle la crise des déviations du socialisme ? Est-elle la crise des négations du socialisme - dans les pays de l'Est, de la façon la plus nette, la plus brutale, mais aussi dans les pays capitalistes développés de la vieille Europe - ou est-ce une crise de la substance même du socialisme, des fondements mêmes du socialisme ?

L'ambiguïté sur ce problème n'est pas permise, car elle touche aux raisons mêmes de notre engagement dans la lutte socialiste. Je vous le dis, ce n'est pas depuis 1975, et chez un penseur réactionnaire comme Soljenitsyne, que j'ai découvert l'univers du goulag. En tant que militant syndical et politique, je l'avais déjà découvert en 1956, au moment de la révolte hongroise, et en 1968, au moment de la révolte tchécoslovaque ! (*Vifs applaudissements*)

Oui, il y a une crise de l'union de la gauche, mais cette crise vient-elle de trop d'union ou de pas assez d'union ? Vient-elle du fait que le Parti communiste ne sert à rien, comme l'a dit une fois Michel Rocard, ou de ce qu'il ne remplit pas son rôle, ou de ce qu'il ne remplit pas la fonction historique que lui ont donnée une partie des travailleurs en France ?

Pour moi l'union de la gauche n'est pas une planète lointaine qui déjà s'éloigne, qui peut-être un jour reviendra. Elle tourne autour de nous cette union de la gauche, elle est dans notre ciel, familière, et il dépend beaucoup de nous que nous puissions à nouveau la concrétiser. Car le Parti communiste n'a pas actuellement véritablement de politique, il ne peut pas se contenter de simplement défendre les travailleurs en lutte sur le plan catégoriel, comme s'il s'ajoutait à l'univers du monde syndical. Il n'a pas de politique dans l'espace puisqu'il appelle l'union à la base mais il ne la concrétise pas, et puisque toute union à la base qui se concrétiserait poserait nécessairement dans sa dimension la plus vaste le problème de l'union au sommet, le problème de l'accord politique. Il n'a pas de politique dans le temps puisqu'il ne dit pas quand et comment il reprendra le chemin de cette union à laquelle il se dit attaché.

La crise économique et sociale, la crise politique, confronteront bientôt le Parti communiste à une question dramatique pour la deuxième fois dans son histoire récente; pour la deuxième fois, sur les problèmes qui concernent directement les travailleurs français, et non ceux d'autres pays situés à des milliers de kilomètres de distance, pour la deuxième fois, en pleine lumière, et en répondant à cette question le Parti communiste jouera son destin.



Congrès du PS à Metz, 6-8 avril 1979. Bertrand Delanoë et Lionel Jospin à la tribune.
(Coll FJJ-Pierre Guéna)

N'opposons pas les divisions du politique dans le monde des syndicats et des associations, qui ont eux-mêmes leurs propres divisions par rapport au Parti communiste, ne posons à nouveau aucun préalable, pour l'union.

Personne n'escamotera le problème posé dans le paysage politique français par la puissance sociale et politique du Parti communiste. Rêver de cela c'est s'illusionner ou rêver d'une autre politique.

Le congrès du Parti socialiste est un congrès important pour une deuxième raison : c'est qu'il peut être le congrès de la deuxième naissance du Parti socialiste, du nouveau Parti socialiste. Beaucoup d'erreurs de prévision ont été faites par les experts, les politologues, mais aussi, ce qui est plus curieux, par certains responsables du parti, sur ce qu'était ce parti, sur ce qu'eux-mêmes y représentaient.

Or, je vous l'ai dit, il existe un nouveau Parti socialiste qui n'appartient à personne, qui dépasse et transcende tous les courants historiques qui l'ont constitué... (*Applaudissements*)... Je termine. Petit-fils d'ouvrier, fils d'un instituteur SFIO, mais rentré au Parti socialiste à Épinay, lorsque j'ai vu que s'amorçait autre chose pour le socialisme en France, ce nouveau parti, à la place où je me trouve, je peux, je crois, assez bien le comprendre. Il a été formé par les conditions spécifiques de l'union de la Gauche, avec un Parti socialiste fort des épreuves ressenties en son sein par le déclin du socialisme, par son rétrécissement, par la menace de sa disparition. Synthèse des différents courants du socialisme, présence (?) de la droite avec ses institutions autoritaires, indépendance du parti à l'égard des syndicats, mais présence de ses militants dans tous les syndicats français Cette force n'a aucun intérêt au statu quo en France. C'est donc pour cela qu'elle sera sans doute l'élément déclenchant d'un changement profond en Europe et dans le monde.

Nous n'avons pas à faire la leçon à tout le monde ni aux partis sociaux-démocrates du monde entier, ni au Parti communiste, mais nous avons à faire en sorte que ce patrimoine nouveau, que cette identité, que cette fidélité à nous-mêmes, qui déjà existent, que ces anticorps que nous sécrétons contre les menaces extérieures qui veulent nous diviser, que tout cela soit pris en compte par nos partenaires à l'intérieur et à l'extérieur.

J'avais d'autres thèmes à développer, je voulais montrer en quoi notre génération aurait à concilier les problèmes de l'intérêt du plus grand nombre dans le tiers monde, cette immense demande potentielle de centaines de millions d'hommes et de femmes à nouveau menacés par la famine ou la malnutrition, et en même temps celle du plus grand nombre dans les pays capitalistes développés, cette armée d'hommes et de femmes chassée par la surproduction,

alors que la demande potentielle existe sur la planète, chassée par la surproduction, du travail, chassée de la culture, déqualifiée.

Je voulais parler de la maîtrise du progrès technique. Il faut que ce progrès technique ne se retourne pas contre les travailleurs, que les 35 heures se fassent... La priorité à l'emploi, les politiques de recherche, la lutte contre les inégalités, doivent être au centre de la politique des prochaines années.

Je voulais montrer comment, à notre place, et avec ce faisceau, ce réseau de relations internationales que nous avons, nous, et ces amitiés que nous avons dans tous les continents du tiers monde et dans le monde développé, à l'est ou à l'ouest, ces capacités que nous avons eu parfois de ne pas prendre parti pour un clan dans les conflits, mais de jouer la carte de la paix, je voulais montrer comment tout cela était l'acquis, le patrimoine nouveau du Parti socialiste.

Je voulais dire aussi, d'accord avec Pierre Mauroy, contre la misère et la violence qui remontent, que ce parti ne doit pas devenir un parti pour l'élite, que nous ferons de ce petit parti de masse un grand parti de masse, pour les travailleurs français, si nous répondons aux préoccupations de milliers, de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont encore à résoudre les problèmes du quotidien, et pas seulement prendre en compte les sensibilités nécessaires, utiles, de ceux qui représentent dans notre population : cadres supérieurs, techniciens, hommes de bureau, d'études, une vision assez marginale de la société. (*Applaudissements*)

Nous sommes, et je conclus là-dessus, nous sommes dans un monde brutal, dans un monde en mutation constante, c'est vrai. Il faut être lucide sur nos perspectives. Sans doute il fût un temps où il fallait peut-être nous mettre en garde contre un excès d'optimisme. Je vois roder chez certains d'entre nous un excès de pessimisme. Ne cédon pas au pessimisme politique qui fait dire à certains que de toute façon le problème du candidat à l'élection du président de la République, pour le Parti socialiste, sera le problème d'envoyer celui-ci à l'abattoir contre Giscard. Ne cédon pas à ce pessimisme politique car il repose sur une analyse inexacte de la situation politique française et ne permet pas de mobiliser nos militants. Ne cédon pas au pessimisme économique qui fait dire à certains autres responsables que plus jamais le plein emploi ne reviendra dans les pays capitalistes développés car ce pessimisme ne permet pas de mobiliser les travailleurs français.

Avec le parti dont nous sommes dotés, avec les pas en avant que j'espère qu'il fera à l'occasion de ce congrès, tous ensemble, si nous nous entendons sur une orientation politique claire, tous ensemble si nous nous entendons sur un pacte de gouvernement solidaire du parti, avec les travailleurs et la jeunesse, partout

en lutte pour leurs droits historiques, sans aucun automatisme, c'est vrai, avec, bien sûr, le risque de la défaite, je crois aux chances de la victoire du socialisme pour notre génération en France, et c'est seulement sur cet objectif politique là que nous pouvons ici nous unir. (*Banc d'applaudissements prolongés*)